



Trouver une issue à la crise des déplacés internes au Burkina Faso

NB : A l'heure où nous finalisons ce texte, nous apprenons le massacre de Solban, province du Yaga, survenu dans la nuit du 4 au 5 juin 2021. Cette tragédie conforte notre conviction qu'il est urgent et vital d'alerter, d'interpeler et d'agir.

Le groupe-pays Burkina Faso de Cités Unies France, aux côtés des collectivités burkinabè en première ligne, en appelle aux décideurs politiques pour trouver une issue à la crise des déplacés internes à laquelle elles sont confrontées. Le groupe-pays sollicite également les partenaires du développement pour soutenir ces autorités locales en grande difficulté du fait de cette crise.

Plus d'un million de déplacés internes sont recensés au Burkina Faso. Un habitant sur 20 a quitté son village ou sa ville natale parfois depuis 2017 pour se rendre soit dans un camp géré par le HCR, s'ajoutant ainsi aux réfugiés maliens, soit dans des quartiers précaires en périphérie des villes, ou encore dans des écoles ou autres bâtiments publics mis à disposition. Un million de personnes qui ont tout perdu, mais qui gardent espoir de pouvoir retourner chez eux. Autant de cultivateurs, d'éleveurs, d'artisans et de petits commerçants qui ont cessé de produire, autant d'enseignants et d'élèves qui ont cessé d'enseigner et d'apprendre.

Le groupe-pays Burkina Faso de Cités Unies France regroupe les collectivités territoriales françaises en coopération avec des collectivités burkinabè. Au cours de sa dernière rencontre jeudi 15 avril 2021, les témoignages de plusieurs partenaires ont permis de dresser le tableau d'une situation dramatique qui perdure.

A **Kaya**, chef-lieu de la région Centre-Nord, plus de 100 000 personnes déplacées internes ont été recensées au 31 mars 2021. Dans la commune de **Ouahigouya** dans la région Nord, ce sont près de 30 000 déplacés internes qui ont recensés. Dans la région Centre-Est, la commune de **Bittou** s'efforce chaque mois de dégager le budget nécessaire pour fournir aux déplacés les services essentiels. Dans certains cas, la situation crée des tensions sur l'usage des terres disponibles pour le pâturage et la culture.

« Certains déplacés sont accueillis dans des familles, d'autres sont dans les infrastructures publiques comme les écoles. Les conséquences de la crise sont nombreuses : prise en charge alimentaire, vestimentaire et premières urgences à dispenser aux personnes déplacées, puis fourniture de logements, de services de santé et d'éducation. La situation a des impacts sur la vie de la commune : la prise en charge des personnes déplacées et la coordination de l'urgence humanitaire ont pris le dessus sur toutes les autres activités de la mairie. Ce qui est urgent, ce n'est pas l'administration publique, c'est comment s'occuper des déplacés. Les services comme l'état civil, le service social, les affaires foncières, tous les services concernés par la gestion des déplacés sont débordés. Sur le plan de l'éducation, les établissements scolaires sont surpeuplés, atteignant souvent près de 150 élèves dans une seule classe. Sur le plan sanitaire, les centres de santé sont débordés, ce à quoi s'ajoute la crise du COVID-19. » explique un responsable de la Mairie de Kaya.

Nous, collectivités membres du groupe-pays Burkina Faso de Cités Unies France,

- en appelons à l'Etat burkinabè, premier responsable de l'aide d'urgence vis-à-vis de ses ressortissants, pour qu'il mobilise toutes les ressources disponibles pour fournir aux collectivités territoriales les ressources nécessaires pour dispenser à tous les services de base,
- interpellons les décideurs politiques sahéliens, français, européens et internationaux pour que d'une part, des solutions politiques concertées soient trouvées rapidement pour mettre fin à cette situation qui continue d'affecter la zone sahélienne, notamment liée à l'action des groupes terroristes. Et d'autre part, pour que des moyens humains et financiers soient fournis aux collectivités burkinabè confrontées à la situation des déplacés internes, en particulier dans les régions Sahel et Centre-Nord, afin qu'elles puissent venir en aide aux populations concernées,
- demandons aux acteurs du développement intervenant dans le pays de renforcer leurs actions aux niveaux national et local et d'apporter aide et appui aux collectivités et aux populations déplacées de ces mêmes régions,
- appelons au renforcement des capacités de ces collectivités et de chacune des localités touchées, afin qu'elles puissent remplir leurs fonctions tout en garantissant la fourniture des besoins pour toutes et tous en termes de logement, de nourriture, d'éducation et de santé,
- insistons sur l'enjeu d'une coordination des actions d'urgence et nous tenons prêtes à mener, en coordination avec les partenaires au Burkina Faso, une action mutualisée de renforcement des capacités envers les collectivités qui accueillent des personnes déplacées.

Pour le groupe-pays Burkina Faso de Cités Unies France,

Bruno Belin, Président du groupe-pays

Sénateur et Conseiller départemental de la Vienne

Contacts :

- Lucas Giboin, chargé de mission Sahel, Lgiboin@cites-unies-france.org
- Aboubacar Sangaré, responsable de l'antenne de Cités Unies France au Sahel, representant.bamako@cites-unies-france.org

Cités Unies France

Créée en 1975, Cités Unies France est la tête de réseau, transpartisane et multi-niveau, des collectivités territoriales françaises engagées dans l'action internationale. Au sein de Cités Unies France, les « groupes-pays » sont des espaces d'échange et de dialogue entre collectivités engagées dans un même pays. Le groupe-pays Burkina Faso, créé en 1988, est particulièrement actif et regroupe des communes, des conseils départementaux et régionaux, des structures intercommunales et des comités de jumelage en partenariat avec des collectivités burkinabè.

En savoir plus : www.cites-unies-france.org